

Checklist conformité IA Act pour PME



1. Classifier vos systèmes d'IA

Avant toute chose, vous devez savoir exactement quels outils d'IA vous utilisez ou déployez. L'AI Act distingue 4 niveaux de risque, chacun entraînant des obligations différentes. Cette cartographie est le point de départ de toute démarche de conformité.

Exemples : ChatGPT pour rédiger des emails (risque minimal), un chatbot de support client (risque limité), un logiciel de tri de CV automatisé (haut risque), un système de notation sociale des citoyens (interdit).

Tâches :

- ☐ Inventorier tous les outils IA utilisés dans l'entreprise
- ☐ Identifier les systèmes à risque inacceptable (interdits)
- ☐ Identifier les systèmes à haut risque
- ☐ Identifier les systèmes à risque limité (chatbots, IA générative)
- ☐ Identifier les systèmes à risque minimal



2. Obligations pour les systèmes à haut risque

Si vous utilisez ou déployez un système d'IA à haut risque (ex. : recrutement automatisé, scoring de crédit, outil RH décisionnel), vous devez respecter un ensemble d'obligations strictes avant et pendant son utilisation. Ces exigences visent à garantir que les décisions importantes restent contrôlables et auditable.

Exemples : Un logiciel de sélection de candidatures est à haut risque. Vous devez documenter comment il fonctionne, conserver les décisions prises, et permettre à un humain de contester ou corriger chaque décision automatique.

Tâches :

- ☐ Mettre en place un système de management du risque IA documenté
- ☐ Assurer la qualité et la gouvernance des données d'entraînement
- ☐ Maintenir une documentation technique complète et à jour
- ☐ Journaliser les événements (logs conservés min. 6 mois)
- ☐ Mettre en place une supervision humaine effective
- ☐ Garantir l'exactitude, robustesse et cybersécurité du système
- ☐ Réaliser une évaluation de conformité avant mise en service
- ☐ Enregistrer le système dans la base de données EU si requis



3. Obligations de transparence

L'AI Act impose d'informer les personnes lorsqu'elles interagissent avec un système d'IA, en particulier pour les chatbots et les contenus générés. Cette obligation s'applique même aux PME utilisant des outils IA grand public. L'objectif est de protéger les utilisateurs contre la manipulation et la désinformation.

Exemples : Si vous intégrez un chatbot sur votre site web, une mention visible du type "Vous parlez avec un assistant IA" est obligatoire. Si vous publiez des visuels ou textes générés par IA, ils doivent être identifiés comme tels.

Tâches :

- ☐ Informer clairement les utilisateurs lors d'interactions avec une IA
- ☐ Signaler tout contenu généré par IA (texte, image, audio, vidéo)
- ☐ Identifier les deepfakes ou contenus synthétiques
- ☐ Afficher une mention visible pour tous les agents conversationnels

4. Gouvernance interne

La conformité à l'AI Act ne concerne pas seulement les outils : elle suppose une organisation interne adaptée. Même pour une PME, il est indispensable de désigner un responsable, de former les équipes et de documenter vos pratiques. Cela vous protège aussi en cas de contrôle ou d'incident.

Exemples : Désignez un "réfèrent IA" (qui peut être le DPO existant), rédigez une charte d'utilisation de l'IA pour vos collaborateurs (interdits, bonnes pratiques, cas d'usage autorisés), et documentez les incidents impliquant une IA.

Tâches :

- ☐ Désigner un responsable IA ou point de contact interne
- ☐ Former les employés à l'utilisation responsable de l'IA
- ☐ Rédiger et diffuser une politique d'utilisation acceptable de l'IA
- ☐ Mettre en place un processus de signalement des incidents IA
- ☐ Intégrer l'IA dans la politique de protection des données (RGPD)



5. Relations avec les fournisseurs d'IA

En tant qu'utilisateur ou déployeur d'une solution IA tierce, vous restez responsable de la conformité de votre usage. Il est donc essentiel de vérifier que vos fournisseurs (éditeurs de logiciels, plateformes cloud, SaaS IA) respectent eux-mêmes l'AI Act, et de le formaliser contractuellement.

Exemples : Avant de renouveler votre abonnement à un outil RH intégrant de l'IA, demandez à l'éditeur sa documentation technique et sa déclaration de conformité. Ajoutez une clause AI Act dans vos contrats avec des prestataires utilisant de l'IA.

Tâches :

- ☐ Vérifier la conformité AI Act de vos fournisseurs (OpenAI, Microsoft, Google...)
- ☐ Exiger la documentation technique des systèmes intégrés
- ☐ Inclure des clauses de conformité dans les contrats fournisseurs
- ☐ Vérifier les déclarations de conformité et marquage CE si applicable
- ☐ S'assurer d'accéder aux journaux nécessaires à votre propre conformité



6. Calendrier de mise en conformité

L'AI Act entre en vigueur progressivement entre 2024 et 2027. Certaines obligations sont déjà en vigueur, d'autres arrivent dans les prochains mois. Il est essentiel d'anticiper pour ne pas être pris de court, surtout pour les systèmes à haut risque qui nécessitent des audits et une documentation importante.

Dates clés :

- Février 2025 (déjà passé) : interdictions applicables (risque inacceptable)
- Août 2025 : règles sur les modèles d'IA à usage général (GPAI)
- Août 2026 : obligations complètes pour les systèmes à haut risque
- 2027 : extensions aux systèmes existants

Tâches :

- ☐ Vérifier immédiatement la conformité aux interdictions (risque inacceptable)
- ☐ Préparer la conformité GPAI avant août 2025
- ☐ Planifier l'audit des systèmes à haut risque avant août 2026
- ☐ Programmer une revue de conformité annuelle
- ☐ Suivre les lignes directrices publiées par l'AI Office européen

Conclusion

Ce document a résumé les étapes clés pour se conformer à l'IA Act. La conformité est un processus continu, il est donc important de rester informé des dernières évolutions réglementaires.

LS Développement

Centre de formation professionnelle à Eguilles

www.lsdeveloppement.fr

04.42.51.75.88